

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 09/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D1

28 RUE DE ROUEN
67000 Strasbourg

Références : 0407/GC/AG
Code AIOT : 0006700407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D1, implanté 28 rue de Rouen 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D1
- 28 rue de Rouen 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société Européenne de Stockage exploite à Strasbourg, au Port aux Pétroles, un dépôt de liquides inflammables relevant de la directive "Seveso" (seuil haut).

Ces installations ont été initialement autorisées par arrêté préfectoral du 11 juin 1976.

L'entreprise fait partie du groupe RUBIS TERMINAL.

Ces installations sont soumises aux prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les

installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement ;

- l'arrêté ministériel du 29 mai 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011, relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- l'arrêté préfectoral du 27 mars 2012 portant prescription complémentaire à la SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE, dépôt 1, 28 Rue de Rouen à STRASBOURG.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prise en compte du retour d'expérience dans le SGS
- Mesure de maîtrise des risques
- Rétention postes de chargement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
6	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I – 6	/	Sans objet
2	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7 – 5	/	Sans objet
3	Gestion des incidents / accidents / presque accidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, Article R512-69	/	Sans objet
4	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I – 6	/	Sans objet
5	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, Article 4	/	Sans objet
7	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7.2	/	Sans objet
8	Rétention postes de chargement	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, Article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Points susceptibles de traduire des non-conformités :

Il est attendu que l'exploitant formalise et transmette à l'inspection la procédure de test de l'intégralité des éléments constituant la MMR dite "sondes anti-débordement" (délai : 15 jours).

Observation :

L'inspection tient à rappeler à l'exploitant son obligation de déclaration de tout incident ou accident, même en l'absence de déclenchement du POI et/ou d'effet à l'extérieur du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I – 6
Thèmes : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : [...] Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention. [...]
Constats : Une procédure dite « événements non désirés » a été mise en place par l'exploitant et est commune à l'ensemble des dépôts exploités localement par le groupe RUBIS TERMINAL. Au-delà des accidents, elle est appliquée à tous les événements qui sortent du cadre de fonctionnement normal d'exploitation. Le suivi est réalisé informatiquement. Tout événement est signalé, par la personne qui l'a constaté, au responsable d'exploitation du dépôt. Une première analyse est réalisée et l'événement est classé dans l'une des situations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- accident, accident évité de justesse ou situation dangereuse,- non-conformité interne ou réclamation (par exemple : défaut de qualité de produit ou plainte de voisinage),- et autre problème technique. Lorsqu'un événement relève du premier type de situation (accident, accident évité de justesse ou situation dangereuse), une seconde analyse, sous forme de questionnaire, est réalisée, à l'occasion des réunions locales hebdomadaires, pour en identifier les causes et proposer un plan d'action dont la validation est actée au niveau du groupe. Selon la gravité de l'événement, un arbre des causes est établi. L'évaluation de la gravité est effectuée sur la base d'une grille interne au groupe. Bien que certains critères soient identiques à ceux de l'échelle européenne, cette grille est plus complète et détaillée en raison de sa vocation à être utilisée pour tout événement non désiré. Elle permet néanmoins d'identifier les accidents majeurs.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7 – 5
Thèmes : Actions nationales 2023, Suivi des défaillances de MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant, si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>[...]</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Les défaillances ou anomalies de MMR sont traitées selon la procédure informatisée des « événements non désirés » mise en place par l'exploitant.</p> <p>Les causes sont analysées sous forme de questionnement en réunion hebdomadaire et, selon l'évaluation de la gravité de l'événement, un arbre des causes est établi et une analyse est également réalisée au niveau du groupe. Chaque analyse conduit à l'établissement d'un plan d'action.</p> <p>Comme pour tout événement non désiré, les opérateurs sont informés des mesures mises en place lors des réunions hebdomadaires et lors de « causeries ».</p> <p>L'évaluation de l'efficacité des plans d'action est basée sur la récurrence des défaillances. Sans nouveau signalement dans l'année qui suit la mise en place des mesures, celles-ci sont réputées satisfaisantes et l'ensemble des éléments concernant l'événement est alors archivé.</p> <p>Ces enregistrements sont utilisés lors du réexamen de l'étude de dangers. L'exploitant a toutefois indiqué que, dans l'hypothèse où le retour d'expérience conduirait à modifier le niveau de confiance, la multiplication des barrières serait privilégiée afin de maintenir le niveau initial.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des incidents / accidents / presque accidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thèmes : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]</p> <p>Constats : L'exploitant a expliqué que seuls les incidents et accidents dont les effets sortent du site et/ou conduisent au déclenchement du POI sont signalés à l'inspection. Un modèle type de rapport d'accident a été établi à cet effet par l'exploitant et présenté lors de la visite. Celui-ci reprend l'ensemble des éléments prescrits par l'article R512-69 du code de l'environnement. Les incidents et accidents sont gérés par l'exploitant selon la procédure des « événements non désirés ». Le dernier événement enregistré date de juillet 2020. Un incendie a débuté lors d'une opération d'entretien sur le toit d'un bac. Il a été maîtrisé à l'aide de l'extincteur présent sur place. Cet incendie n'a pas eu de conséquences. Une réorganisation interne relative à la surveillance des travaux des entreprises extérieures a été effectuée. L'inspection n'a pas été informée de cet incendie. L'inspection tient à attirer l'attention de l'exploitant quant à son obligation de déclaration de tout accident ou incident, même en l'absence d'effet extérieur au site et/ou de déclenchement du POI.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I – 6
Thèmes : Actions nationales 2023, Exploitation du REX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les procédures englobent [...] les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. [...]</p> <p>Constats : La gestion informatisée des procédures relatives aux « événements non désirés » est centralisée au niveau du groupe. Cette centralisation permet à un comité de pilotage d'effectuer des retours d'expériences pour l'ensemble des dépôts du groupe ainsi qu'avec les groupements auxquels adhère RUBIS TERMINAL : USI (union des stockistes indépendants), France Chimie ou encore GESIP (groupement d'experts en sécurité industrielle).</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, Article 4
Thèmes : Risques accidentels, Qualification de la MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
Constats : Une MMR instrumentée est constituée, aux postes de chargement des camions en source, par l'asservissement des vannes en pied de poste aux sondes anti-débordement installées dans les citernes des véhicules, via le système informatique de gestion des opérations de remplissage. Lors de la visite, un test de fonctionnement de la MMRI a été réalisé. Le débranchement de la connexion des sondes anti-débordement d'un camion citerne en cours de remplissage a entraîné, en quelques secondes, la fermeture des vannes et l'arrêt du chargement.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, Article 2.2
Thèmes : Risques accidentels, Etat initial et programme de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Constats : Le descriptif de la MMRI est inclus dans l'étude de dangers (EDD) de février 2017. Seuls un contrôle du système de gestion informatique tous les 16 mois et un contrôle métrologique des débitmètres tous les ans y sont prévus. Dans la liste des MMR annexée à l'EDD, l'exploitant a indiqué que celle-ci fait l'objet d'un contrôle périodique avec test de la chaîne de sécurité. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été mesure de justifier de contrôles réalisés sur les autres éléments constitutifs de la chaîne de la MMR tels que les liaisons filaires (du boîtier de commande du poste de chargement au véhicule et entre le boîtier de commande et les vannes par exemple). Celle-ci n'est donc pas contrôlée dans son intégralité. L'exploitant indique néanmoins que le chargement des camions est conditionné au bon fonctionnement de la MMR et que de ce fait, tout dysfonctionnement serait immédiatement signalé. Il est attendu que l'exploitant formalise la procédure de test de l'ensemble des éléments constituant cette MMR, afin de lever cette non-conformité documentaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7.2
Thèmes : Risques accidentels, Perte d'utilités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.
Constats : S'agissant d'une MMRI à sécurité positive, les vannes à ressort installées en pied de poste de chargement camion et asservies aux sondes anti-débordement resteront en position fermée en cas de perte d'utilités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rétention postes de chargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14
Thèmes : Risques accidentels, Dimension
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : 14-1. Les aires de chargement ou de déchargement routier et ferroviaire de liquides inflammables disposent d'une rétention conçue de manière à contenir le volume maximal de liquides inflammables contenu dans la plus grosse citerne susceptible d'être chargée ou déchargée sur ces aires. Constats : Tout débordement survenant au niveau de l'aire de chargement des camions est canalisé jusqu'au décanteur. L'écoulement se fait par gravité. La capacité du décanteur est de 110 m ³ , soit un volume supérieur à celui des citernes susceptibles d'être chargées (les plus grandes d'entre-elles atteignent 38 m ³). Le décanteur est vidangé par une pompe de relevage asservie à une sonde de détection de gaz (COV) et une sonde de détection d'hydrocarbures. Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de défaut manifeste d'étanchéité du décanteur. Cette rétention déportée permet donc de contenir le volume d'une citerne.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet